

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS BERNARD AGRICULTURE
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de son établissement
situé rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY**

**La préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées et les stockages de produits soumis à autorisation pour la rubrique 4703 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 modifié autorisant la SAS BERNARD AGRICULTURE à exploiter des installations de stockage de céréales et d'engrais sur le site sis rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 3 octobre 2008, 17 octobre 2014, 3 novembre 2015 et 11 mars 2021 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la SAS BERNARD AGRICULTURE pour son site de la gare ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement du 15 décembre 2023, établi suite à l'inspection réalisée sur le site le 5 décembre 2023 ;
- VU le courrier de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2023 transmettant à la SAS BERNARD AGRICULTURE le rapport de l'inspection des installations classées susvisé et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le projet d'arrêté de mise en demeure, annexé au rapport susmentionné, porté à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;
- VU le courrier du 26 janvier 2024 de la SAS BERNARD AGRICULTURE faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été présenté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 5 décembre 2023, il a été constaté que l'installation n'est pas équipée de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées en partie haute de ses cases de stockage vrac d'engrais classés, et que cela constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 5 décembre 2023, il a été constaté que l'exploitant n'a pas élaboré pour son établissement classé Seveso Seuil Bas de plan d'organisation interne, obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2023, et que cela constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS BERNARD AGRICULTURE de respecter les dispositions des articles 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 et de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – Dispositifs d'évacuation naturelle des fumées

En application de l'article L.171-8.I du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY, de respecter sous un délai maximal de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, relatif à l'installation des dispositifs d'évacuation naturelle des fumées pour ses cases de stockage vrac d'engrais classés sous la rubrique 4702.II de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 – Plan d'organisation interne

En application de l'article L.171-8.I du code de l'environnement, la SAS BERNARD AGRICULTURE est mise en demeure, dans le cadre de son établissement situé rue de la gare à SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY, de respecter sous un délai maximal de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à l'élaboration d'un plan d'organisation interne.

Article 3 – Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de respecter les prescriptions techniques à l'expiration du délai imparti, la préfète de l'Ain pourra arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Recours

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site www.telerecours.fr

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 6 – Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS BERNARD AGRICULTURE – 179 route de Trévoux – 01390 SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY ;

• et dont copie sera adressée :

- au maire de SAINT-ANDRÉ-DE-CORCY,

- au chef de l'unité départementale de l'Ain - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne – Rhône-Alpes.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 1^{er} février 2024

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET